

Préface **Solutions fuyantes**

Mario Thériault

Numéro 81, mars 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42348ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Thériault, M. (1995). Préface : solutions fuyantes. *Liaison*, (81), 21–21.

Solutions fuyantes

Comment attaquer cette bête à sept cornes qu'est le financement des arts ? Par les cornes me direz-vous. Mais cette proposition est d'une complexité telle, rien que de s'éloigner des propos usés et souvent rébarbatifs que l'on a l'habitude d'entendre à ce sujet m'apparaît difficile. Il n'y a évidemment aucune issue facile. Aucune compréhension manichéenne ne saurait suffir. Au risque de reprendre des résonances d'idéologie néo-libérale, c'est un tout nouveau monde dans lequel nous œuvrons. Juste. Vrai. Touché ! dis-je. Mais puisque le monde des arts n'est pas particulièrement reconnu pour broncher devant de nouveaux défis, il y aurait-il cause d'espoir ?

Il semble y avoir un clivage grandissant entre les frustrations des artistes (je ne reprendrai pas ici l'expression *communauté artistique* car de nos jours, le nombre de *communautés* pullule plus rapidement que des lapins en cages) et le discours économique dominant, des grands canons du parti libéral à Ottawa en passant par les éditoriaux prévisibles du *Globe and Mail*. Les premiers se sentant à jamais incompris, malgré leur contribution grandissante à l'économie. Donc plutôt que de couper et de restreindre le financement public accordé aux arts, on devrait sinon augmenter, du moins maintenir celui-ci à ses niveaux actuels. Les seconds, eux, seraient soi-disant dans l'incapacité de comprendre pourquoi tel ou tel secteur (notamment les arts) serait exempté du sacrifice collectif que nous avons à faire pour redresser les finances publiques.

Lorsqu'on compare la contribution de l'État canadien au domaine artistique avec celle des pays européens par exemple, les chiffres sont très éloquents. Ici, on accorde 0,08 % de nos finances publiques au domaine culturel, contrairement à 0,16 % pour l'Allemagne, et à 0,25 % pour la France (voir Tableau 1).

Toutefois, de nos jours, l'État ressemble plutôt à un prêteur à gages qu'à un dandy bourgeois à la profondeur des poches et à l'épaisseur du porte-monnaie à jamais illimitées. Donc de refuser d'admettre que le secteur privé se doit de jouer un rôle grandissant pour appuyer et encourager les arts (et non seulement de façon superficielle comme installer sa voiture sur une table tournante géante à l'entrée d'un musée), serait un leurre social aux conséquences catastrophiques. Le mécénat devient du coup un autre élément de ce puzzle qui traîne depuis des

années sur une table du sous-sol. Mais comment convaincre nos richissimes concitoyens d'encourager la création, l'expérimentation, l'expression artistiques sous toutes ses formes, alors que nos goûts populaires sont plutôt portés vers des loisirs autres qu'une pièce de théâtre de La Vieille 17 ou du Théâtre français de Toronto ?

Mais il faut trouver. Voici un exemple. Lorsque notre compatriote sudburois Robert Campeau a obtenu le droit de bâtir Place de Ville à Ottawa et Place de la Chaudière à Hull pour le compte du gouvernement fédéral, avait-on pensé négocier (ou exiger) dans l'entente qu'il construise, dans la foulée, une salle de spectacles pour les théâtres franco-ontariens d'Ottawa

pour une somme qui aurait sans doute été, à ce moment, négligeable à ses yeux ? Nos réflexes n'étaient pas si affûtés à l'époque, chacun étant pris dans un gigantesque *peace and love* croyant que l'État pourrait à jamais subvenir à nos besoins. Des situations semblables à celles-là ne doivent plus devenir des occasions ratées, mais plutôt des occasions en or.

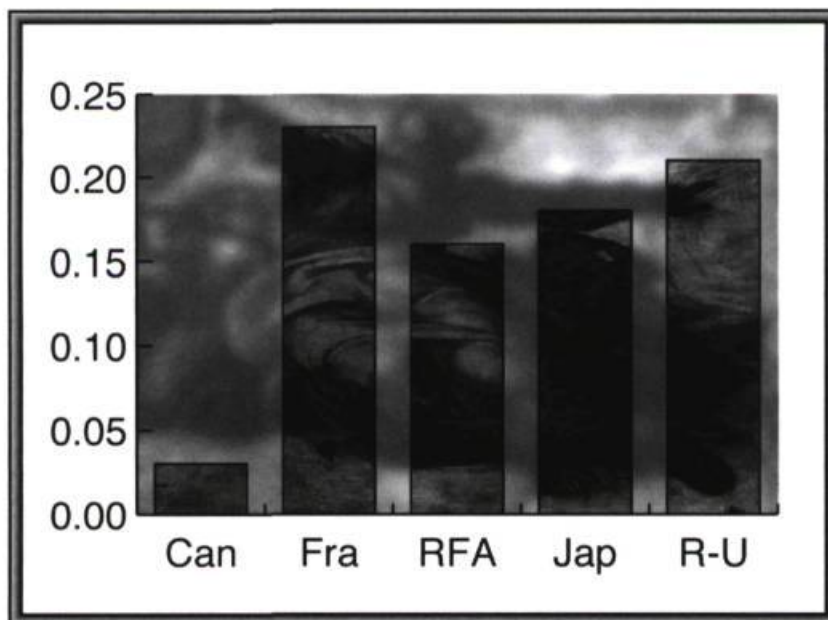
Par contre, la naïveté ne doit pourtant pas figurer au menu de notre réflexion. Il n'y aura pas à chaque coin de rue des situations ou des gens pour nous épargner des coupures éventuelles. Et comme il se peut que le financement public prenne la route de la décroissance, de dures questions s'imposent. Un exemple seule-

ment; y a-t-il trop de maisons d'édition (une demi-douzaine) en Ontario français, alors que l'on sait que le public lecteur est quasi inexistant et qu'il n'y a aucun libraire francophone dans le Nord de la province ? Toutes ces maisons sont presque en totalité dépendantes des finances publiques.

Mais les questions demeurent entières. Que penser de ce gros monstre de la question du financement des arts qui secoue tous les secteurs à la fois, toutes les attitudes, toutes les idées reçues, tous les lieux communs ? Et du coup, comment répandre l'appréciation de la chose culturelle dans ce monde qui se complait trop souvent à la négliger, sinon à l'ignorer tout court ? Ces deux questions sont sûrement liées. La tâche est complexe mais on se console, ou se convainc, en sachant que les bénéficiaires sont parfois insoupçonnés.

MARIO THÉRIAULT

mtheriault@tvo.org



MICHEL-ANGE, *DIEU CRÉE LE SOLEIL, LA LUNE, LES PLANTES*

Tableau 1 : Pourcentage des dépenses publiques : culture, science et éducation internationales (1990). Source : OCDE, 1991.